



SERVICES PUBLICS D'ÉTAT ET PROTECTION SOCIALE : UN CONTEXTE EXPLOSIF

L'assassinat, le jeudi 28 janvier, à Valence (Drôme), d'une agente d'accueil de Pôle Emploi, dans l'exercice de son métier, a suscité un grand émoi. Il est le paroxysme d'un quotidien de plus en plus violent dans un grand nombre de services publics d'État et de protection sociale.

Face aux difficultés rencontrées dans les accueils, qu'il s'agisse des agences de Pole Emploi, des CAF, de la CPAM, des Finances Publiques, des Missions locales, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et bien d'autres... les réponses sont uniquement sécuritaires et ne s'attaquent pas aux raisons profondes de ce malaise.

Ces situations sont le fruit de la violence qu'engendrent les politiques sociales désastreuses, entraînant le malheur, la détresse et le désespoir, des plus démunis.e.s!

La protection des salarié.e.s est pour la CGT une priorité. Mais, notre analyse ne peut pas s'arrêter là car les causes de ces situations explosives sont réelles et bien plus profondes !

Cela fait des années que les gouvernements au pouvoir imposent des politiques budgétaires restrictives qui ne permettent plus d'assurer dignement les missions de service public.

Ces économies, réalisées sur le dos des personnels et des populations pauvres, se traduisent concrètement, pour les salarié.e.s : par des métiers dévalorisés, peu de formations, des métiers non reconnus et déshumanisés, des salaires de misère, des conditions de travail désastreuses, burn-out, démissions en cascade ...

Et, pour les populations : par des retards dans le traitement de leur dossier, par des fermetures d'accueils partout (CPAM, CAF, Finances Publiques, etc.), par un service rendu dégradé et totalement déconnecté des réalités de vie, de ces populations fragiles et en détresse (accueils sur rdv, recours à internet, à la dématérialisation, etc.) dans un contexte où les plans de licenciement se multiplient, la précarité des jeunes se généralise et la pauvreté explose ... phénomène accentué, par la crise sanitaire que nous subissons depuis un an !

Cela fait des années, que la CGT tire la sonnette d'alarme et réclame des moyens, en adéquation avec les missions de service public !

Montreuil, le 29 mars 2021